

L'adoption des IFRS par les Etats-Unis est-elle souhaitable pour l'Europe ?

Participants :

Dominique Bonnet	Total
Philippe Danjou	IASB
Jean-Luc Decornoy	KPMG
Jérôme Haas	ANC
Peter Walton	Essec

Présenter, à chaud, en quelques minutes, une synthèse des échanges entre des intervenants de la qualité de nos invités est un exercice périlleux.

Je vais néanmoins m'y essayer, en espérant que vous ne me tiendrez pas rigueur d'avoir pu omettre tel ou tel propos :

Peter Walton l'a rappelé en préambule, les normes IFRS ont été développées depuis 1973 avec l'espoir qu'elles s'imposent progressivement à toutes les entreprises faisant appel aux marchés de capitaux, afin en particulier de permettre une meilleure comparabilité entre émetteurs et une meilleure communication financière.

Concrètement, elles se sont vraiment imposées qu'avec la décision de l'UE d'en faire son référentiel comptable légal à compter de 2005.

Peter l'a souligné de façon claire : ce qui aujourd'hui relève quasiment de la pensée unique consiste à affirmer que la convergence comptable internationale est la seule voie possible pour la normalisation comptable, étant entendu que la seule convergence comptable ne suffit pas, et qu'il conviendrait rapidement d'aboutir à un corpus unique de normes comptables qu'adopteraient toutes les entreprises cotées sur les marchés de capitaux.

Nous sommes encore loin du compte : En 2010, près de 80% de la capitalisation boursière IFRS est concentrée dans l'UE, et les pays qui ont annoncé vouloir adopter les normes comptables internationales ne font qu'avancer à un rythme *moderato* dans cette direction. Aussi

l'adhésion des Etats-Unis aux IFRS, du fait du poids des « corporations » US, a-t-elle depuis longtemps été vue comme la condition nécessaire à la survie des normes IFRS.

Par ailleurs, les normes comptables, en tout cas celles prônant l'utilisation de la juste valeur au bilan des émetteurs, notamment celui des banques (je parle ici bien sûr des IFRS et US GAAP), ont souvent été désignées comme une des causes de la crise financière.

Explication facile sans doute, peut-être pas dénuée de fondement, mais dont les grands dirigeants de ce monde se sont emparés, d'abord en exigeant de l'IASB un retour en arrière dans le recours à la juste valeur, mais aussi rappelant aux régulateurs comptables à l'occasion de chacun des derniers G20 la nécessité de la convergence comptable IFRS/US GAAP à l'intérieur d'un calendrier serré.

La question posée aujourd'hui est une question fermée, mais elle appelait des réponses pour le moins ouvertes comme vous avez pu le noter à l'occasion de nos échanges ce matin.

Que signifie « adoption » ? Jérôme Haas nous a donné plusieurs pistes :

- 1 Convergence à l'européenne par un mécanisme « d'endorsement » des normes comptables
- 2 Convergence à la chinoise ou encore à l'indienne, c'est-à-dire l'adaptation des normes locales plutôt que l'adoption pure et simple
- 3 Convergence à l'américaine en introduisant des règles au milieu des principes

Oui, nos invités l'ont souligné, dans l'absolu, la convergence comptable est nécessaire, mais quel en sera le prix à payer ?

Philippe Danjou l'a dit aujourd'hui et il n'est pas le premier à l'affirmer à l'IASB, le renoncement à des normes « principes based » serait un « deal breaker » pour l'IASB.

Un autre point bloquant côté IASB serait l'exigence de la « full fair value » par les Etats-Unis. Philippe Danjou a indiqué qu'il a bon espoir que le FASB revienne sur ses positions sur ce sujet.

Quoiqu'il en soit, rester intransigeant sur ces deux points mettrait donc l'Europe en principe à l'abri d'une sorte de « reverse take over » par les Etats-Unis.

Les américains ont eux-mêmes leurs propres interrogations, qu'ils ont publiquement exprimées, sur l'évolution de la gouvernance et le mode de financement de l'IASB.

Par ailleurs, j'avais noté, en préparant cette table-ronde, une remarque de Philippe Danjou disant que la force des bons principes est qu'ils ne nécessitent pas ou peu de règles, et qu'il fallait donc travailler dans ce sens, ce qui suppose sans doute de privilégier la qualité de la rédaction et la solidité de l'analyse et non le volume de normes comptables à créer ou à réviser. Et donc se laisser le temps de le faire.

Parmi les points bloquants, on a donc cité le renoncement aux normes basées sur des principes au bénéfice de normes basées sur des règles. Certes, mais Dominique Bonnet a montré le bénéfice que pouvaient en tirer certaines industries comme celles opérant dans le domaine pétrolier, l'application de principes ne permettant pas de donner une image fidèle aussi bien que ne peuvent le faire les règles comptables américaines.

Dominique a aussi constaté que le Discussion Paper de l'IASB sur les Extractive Industries était fortement critiqué car prenant le contrepied des pratiques américaines, établies et appréciés.

On est loin de la convergence sur ce sujet, même si s'agissant ici d'un Discussion Paper, les arguments de l'IASB peuvent encore évoluer radicalement !

Il a aussi souligné l'avancée importante de 2007, lorsque les Etats-Unis ont supprimé l'obligation de l'état de rapprochement IFRS-US

GAAP, ce que Philippe Danjou a qualifié de grande victoire pour l'IASB.

Mais une voie intermédiaire où les pays adopteraient des IFRS à la carte, à partir de leurs normes comptables actuelles, comme la Chine semble vouloir le faire, signerait aussi la fin d'une ambition : celle d'un jeu unique de règles comptables.

Il existe aujourd'hui des signaux tendant à faire penser que cette voie intermédiaire pourrait constituer aujourd'hui le futur le plus probable en matière de normalisation comptable, en tout cas dans un premier temps.

C'est par exemple les éléments du rapport d'étape publié par la SEC fin octobre, même si la SEC considère toujours officiellement comme idéale l'utilisation d'un jeu unique de normes comptables pour tous les émetteurs. Les difficultés de mises en œuvre que reporte la SEC pourraient constituer des prétextes pour aller vers cette voie intermédiaire !

Le futur président de l'IASB, Mr Hoogervorst, s'est peut-être déjà résigné à cela puisque dans une interview récente aux Echos, il s'est étendu sur le thème de la convergence mais n'a pas évoqué du tout l'adoption des normes IFRS par les Etats-Unis.

Jean-Luc Decornoy a cité quelques observations récentes faites sur le terrain qui montrent qu'outre l'Atlantique (y compris au Canada), on s'active effectivement beaucoup moins que prévu sur le chantier des IFRS.

Beaucoup de prudence donc à un an de la date à laquelle les Etats-Unis annonceront leur décision de Go - no Go. Tous les participants sont d'accord pour souligner le fait qu'il faut en quelque sorte laisser du temps au temps pour la normalisation comptable s'harmonise de façon cohérente et dans le respect de l'intérêt général.

A la question de savoir s'il était possible d'avoir plusieurs versions de normes IFRS, Philippe Danjou a aussi indiqué qu'il s'agit d'une étape

non satisfaisante et qu'il appartiendra à l'IASB de convaincre les pays récalcitrants. Ce qui sera sans doute un exercice difficile.

Ce que Jean-Luc Decornoy a confirmé, en mettant aussi fortement l'accent sur l'objectif de sécurité financière que les régulateurs doivent absolument avoir toujours en tête, Jérôme Haas soulignant que les travaux des normalisateurs comptables doivent privilégier des normes utiles et prendre davantage en compte le point de vue des émetteurs.

Pourtant si plusieurs des plus grands pays industrialisés ne font pas le choix de l'adoption de normes complètement IFRS, nous n'aurions alors que des ersatz d'IFRS, ce dont il faudra peut être se contenter dans un premier temps.

Reste à savoir quel sera le degré de divergence résiduel entre des normes *a priori* convergentes !

*
* *

Avant de vous libérer, je voudrai profiter de cette tribune pour remercier nos invités pour la qualité de leur interventions, mais aussi nos autres invités, de ce côté-ci de la salle, pour leur présence avec nous ce matin.

La chaire ESSEC KPMG Financial Reporting IFRS a certes un rôle académique, celui de la formation des étudiants de l'ESSEC aux normes IFRS, mais elle se veut aussi un observatoire et un agitateur d'idées sur le sujet, pour reprendre le slogan d'une célèbre enseigne de distribution.

Je crois que ce matin, nous vous l'avons démontré.

Merci à tous